

Pour ou contre un revenu universel ?

La proposition d'un "revenu de base", versé à chacunE, sans aucune condition, a été débattue lors du mouvement contre la loi travail et les "Nuits debout". Elle est avancée, dans le débat présidentiel par des candidatEs, allant de la droite (Nathalie K. Morizet), aux "frondeurs" du PS (B. Hamon) en passant par le candidat des écologistes (Y.Jadot). Marine Le Pen dit même y "réfléchir". Qu'en pense Philippe Poutou?

Question : Es tu pour ou contre un revenu de base, inconditionnel?

Ph Poutou : Une réponse par "oui" ou par "non" est impossible pour une raison simple : sous l'appellation "revenu de base" on trouve des contenus très différents et même opposés. Dans sa version libérale, la plus répandue, le revenu de base serait un moyen de liquider définitivement la protection sociale et de favoriser encore plus de précarité, il faut donc être plus précis.

1) Aucun salaire ou revenu de remplacement inférieur à 1700€ net.

Je défends l'idée que chacunE, dans cette société doit disposer d'un revenu net lui permettant de vivre décemment, et donc qu'aucun salaire net ne doit être inférieur au SMIC que je revendique 1700€ net et que toute personne se trouvant hors de l'emploi, pour une raison quelconque (chômage, maladie ou handicap, maternité, retraite, études et formation) puisse bénéficier, au minimum, d'un revenu de remplacement net du même montant.

2) Etendre la protection sociale et non la remplacer

Pour moi, cette garantie minimum ne doit pas servir à tirer vers le bas la protection sociale. Celle-ci doit au contraire être défendue et étendue, que ce soit pour la santé (soins remboursés à 100%), les retraites (au plus tard à 60 ans, sur la base de 75% du meilleur salaire net), les jeunes qui poursuivent des études : un présalaire étudiant égal au SMIC.

3) Augmenter la part des salaires et des cotisations sociales.

Le troisième point de débat avec la plupart des défenseurs d'un revenu de base est le mode de financement. Ils préconisent un financement par l'impôt, qui est pour l'essentiel payé par les salariés (y compris souvent les impôts les plus injustes comme la TVA).

Je défends le financement de toute la protection sociale par des cotisations sociales, payées par les employeurs, et la gestion de l'ensemble de la protection sociale (y compris le chômage) par une Sécurité sociale démocratiquement gérée par les représentants élus des salariés (et eux seuls).

Cela n'a rien d'irréaliste, à une condition, (et elle est de taille) c'est de modifier radicalement la répartition des richesses, en faisant le contraire de tout ce que les politiques, de droite et "de gauche" ont fait depuis 50 ans. Cela ne se fera pas sans un affrontement avec le patronat.

4) Partage du travail (et des loisirs) entre toutes et tous.

Défendre le droit de toutes et tous à un "revenu de remplacement" au moins égal au SMIC est pour moi le complément d'une autre revendication essentielle, celle du droit au travail pour toutes et tous, grâce au partage du travail. Il ne faut pas abolir les 35 heures, mais au contraire passer immédiatement aux 32 heures, sans diminution de salaire, avec embauche proportionnelle à la réduction et continuer à abaisser le temps de travail pour arriver à l'extinction du chômage. Bien sûr pour les patrons c'est inacceptable, car le chômage de masse est nécessaire au maintien des bas salaires et la précarité. Il faudra donc là aussi se mobiliser. Partager ainsi le travail c'est en même temps donner à chacunE un large temps de loisir et d'activités librement choisies.

5) étendre le domaine de la gratuité.

Enfin l'attribution d'un revenu monétaire à tous, n'est pas une solution suffisante . Cela n'est possible que par l'extension progressive du domaine de la gratuité, pour la santé, l'éducation, le logement, la culture, les transports, ou l'accès, pour un usage, personnel et raisonnable à des biens essentiels comme l'eau ou l'énergie.

La gratuité, cela veut dire que la richesse produite par chacunE, en fonction de ses capacités, est répartie, non pas en fonction des moyens financiers de chacunE, mais de ses besoins.